

Vote Le Pen et vote Chômeur

Par **Robert Crémieux**, membre du Mouvement national des chômeurs et précaires (MNCP) ; **Bernard Lacroix**, professeur de science politique à l'université Paris-X ; **Willy Pelletier**, sociologue à l'université de Picardie ; **Claire Villiers**, membre d'Agir ensemble contre le chômage ; **Malika Zediri**, membre de l'Association pour l'emploi, l'information, la solidarité (APEIS).

Le Monde, 13 juin 2002.

Beaucoup nous pressent, quotidiennement, de le faire savoir : tous les chômeurs ne votent pas Le Pen. Et d'abord pour cette première raison, que l'expertise officielle oublie toujours : une grande partie d'entre eux ne votent pas ou ne votent plus.

Se donner la facilité de parler d'un vote chômeur ne veut rien dire, tant sont hétérogènes les situations de chômage et les façons de les vivre. Quoi de commun entre le jeune diplômé parisien de 25 ans, fils de cadre supérieur et frais émoulu de la faculté de droit, sans travail mais avec tout l'avenir devant lui, et l'ouvrier qualifié de 52 ans, licencié, *"pour raison économique"* dit-on aujourd'hui, après *"32 ans de maison"*, à Soissons, dans un bassin d'emploi sinistré ?

L'agrégation statistique par le travail administratif n'a jamais fait un groupe. Il faut reconnaître les chômeurs dans leur diversité : en termes de ressources scolaires, de rapport à l'avenir, de sens de la privation d'emploi, de relations mobilisables pour retrouver un métier.

Hétérogènes sous le rapport de leur relation au chômage, les chômeurs le sont aussi sous celui de leur relation à la politique : un grand nombre d'entre eux ne sont pas inscrits sur les listes électorales. Parmi ceux qui votent, tous ne votent pas Le Pen.

Pour autant, ne nous voilons pas la face : dans les banlieues, beaucoup de gens au chômage ont voté Le Pen, dans les banlieues désindustrialisées particulièrement, ou, plus largement, dans toutes ces cités-dortoirs qu'une urbanisation galopante a éloigné des villes. Avant de les accuser, en toute inconscience, d'être devenus antirépublicains, avant de les stigmatiser davantage, il est encore temps d'aller dans les quartiers, d'écouter et de comprendre. *"Le pire, disait cette ex-employée de 50 ans, serait que ça ne change pas. Avec Le Pen, au moins, ça change."* *"De toute façon, on ne peut plus vivre comme ça, ajoutait il y a quelques jours, à Vitry, une*

chômeuse de 40 ans, au côté de son ami algérien sans-papiers. *Il y a trop d'Arabes partout.*"

Sans doute, par rapport aux chômeurs qui ne votent pas, les chômeurs qui, dans les banlieues, s'expriment à travers le bulletin Le Pen sont souvent dans des situations particulières. Plus portés que d'autres à l'amertume sans phrases, incertains de leurs mots malgré des accents péremptaires.

Depuis plus de quinze ans, le chômage de longue durée, la relégation liée à la perte de l'emploi, la réclusion dans les HLM dégradées, la compression des revenus, l'échec scolaire des enfants, rapprochent leurs conditions de celles des groupes dont ils pouvaient se croire éloignés, ou qu'ils pouvaient imaginer moins bien armés qu'eux : les immigrés, et notamment les immigrés installés depuis moins longtemps qu'eux. Il faut entendre ensemble l'ex-syndicaliste qui *"a voté pour le Front"* (*"Ici, c'est devenu le bas du panier"*) et cette femme au sortir d'un supermarché (*"C'est pas parce que tu vis avec eux que t'es pareil"*), pour retrouver le sens d'un geste dans l'isolement.

Le bulletin Le Pen devient l'expression de la hantise d'être précipité à nouveau dans le monde auquel ils entendaient échapper, une manière de restaurer une identité, de conjurer le déclassement. Il n'est pas jusqu'au racisme ordinaire qui ne soit, alors, une façon de marquer la distance qu'ils voudraient ne pas voir abolie avec ceux qui ont encore un peu moins qu'eux.

On distingue mieux, en écoutant ces hommes et ces femmes, le retournement des points de repère qu'a produit, ces vingt dernières années, une politique de modernisation conservatrice qui a abandonné des fractions entières du salariat à leur sort. Hier, les solidarités ouvrières, qui les conduisaient à se définir dans leur opposition aux cadres et aux patrons, les retenaient de voir le proche, dont presque rien ne les sépare, sous la figure de l'étranger. Maintenant, c'est désormais par opposition à ceux qui occupaient auparavant les emplois les plus dévalués que toute une frange du monde ouvrier, au chômage, joue son identité.

C'est finalement tout un monde qui s'effondre, *"tout se tire, tout fout le camp"*, en même temps que se réorganisent une perception et une vision du monde. Quand *"on a été virés comme des riens du tout"*, parce *"qu'ils n'ont gardé que les jeunes"*, on ne peut plus faire confiance ni au métier ni à ceux avec lequel on le partageait : *"C'est pas parce que t'as un diplôme ou je sais pas quoi que tu connais mieux le métier."* On se retrouve bientôt en face du mépris affiché par les jeunes. Et en face de l'éloignement de la fille qui, Dieu merci, a réussi sa scolarité. Dans les quartiers HLM, les parents ouvriers ou ex-ouvriers sont plus souvent niés que "continués" par leurs enfants.

Le statut de victime autoproclamée de Le Pen est désormais le miroir tendu à tous ceux qui ont de bonnes raisons, eux, de se sentir des victimes : *"Partout, je dis bien partout, on ne veut plus de nous"*, entendons-nous souvent. Mimer l'exclusion pour racoler les exclus est infâme. Mais cela ne dispense pas de comprendre ceux qui ont compris qu'en votant Le Pen, *"on emmerde ceux qui nous emmerdent"*, ainsi que l'avoue, sans complexe, ce manutentionnaire licencié.

Pour travailler et militer dans les cités, avec les chômeurs et les précaires, nous sommes aujourd'hui amers et inquiets. La réaction réfléchie au vote Le Pen n'est évidemment pas, d'abord, le coup de poing sécuritaire. Car ce sont la misère dans leur monde, le déclassement collectif vécu dans l'isolement, l'angoisse en l'absence d'avenir, l'émiettement du sens de soi, et finalement l'impossibilité d'échapper en quoi que ce soit à une condition plus dégradée qu'hier, qui avivent cette guerre des pauvres contre de plus pauvres qu'eux, dont se nourrit le vote Le Pen. Le score du FN résulte, pour une bonne part, du développement de la concurrence de tous contre tous, qu'encouragent la célébration des vertus du marché et les politiques menées en son nom depuis vingt ans.

Déjà, en 1997, avec le mouvement des chômeurs, nous réclamions à la gauche "responsable" l'augmentation des minima sociaux et la présence des chômeurs partout où se décide leur sort. Nous revendiquons depuis, pour l'aide sociale et l'ANPE, empêchées de faire leur travail, des moyens en postes et en budget, pour affronter l'afflux des précaires de longue durée. Nous n'avons cessé de réclamer davantage de services publics dans les banlieues. Nous n'avons pas été entendus. Souvent, nous n'avons même pas été écoutés. On voit le résultat.